

CONVENTION D'APPLICATION FINANCIERE 2026 - Subvention de fonctionnement entre UNITEC et Bordeaux Métropole

Entre les soussignés

Unitec, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Parc Scientifique Unitec 1, 2 allée de Doyen Georges Brus, 33600 Pessac, représentée par son Président, Monsieur Didier Roux,
Ci-après désigné(e) « organisme bénéficiaire »

Et

Bordeaux Métropole, dont le siège social est situé Esplanade Charles de Gaulle – 33045 Bordeaux cedex, représentée par sa Présidente, Christine Bost, dûment habilité aux fins des présentes par délibération n° 2026/ du Conseil de Bordeaux Métropole du 30/01/2026
Ci-après désigné « Bordeaux Métropole »

PREAMBULE

Bordeaux Métropole a retenu, dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le programme d'actions initié et conçu par l'organisme bénéficiaire décrit à l'annexe 1, laquelle fait partie intégrante de la convention.
Ce projet est conforme à l'objet statutaire de l'organisme bénéficiaire.

En application de l'article 10 de la loi n° 2000-32 1 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de l'article 1er du décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001, une convention s'impose pour tout financement public aux organismes de droit privé supérieur à 23 000 €.

ARTICLE 1. OBJET ET TEMPORALITE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles Bordeaux Métropole attribue une subvention à l'organisme bénéficiaire pour l'année 2026.
L'organisme bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule le programme d'actions décrit à l'annexe 1.

Dans ce cadre, Bordeaux Métropole contribue financièrement à ce projet et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE DETERMINATION DE LA SUBVENTION

Bordeaux Métropole s'engage à octroyer à l'organisme bénéficiaire une subvention plafonnée à 133 000,00 €, équivalent à 5.67 % du montant total estimé des dépenses éligibles (d'un montant de 2 347 347 €), conformément au budget prévisionnel figurant en annexe 2.

Cette subvention est non révisable à la hausse.

Dans l'hypothèse où la subvention accordée est inférieure à la subvention demandée par l'organisme, il appartient à ce dernier de trouver les recettes nécessaires à l'équilibre du budget prévisionnel.

Dans l'hypothèse où les dépenses réelles seront inférieures au montant des dépenses éligibles retenu, le montant définitif de la subvention sera déterminé par application de la règle de proportionnalité suivante :

$$\text{Subvention définitive} = \frac{\text{Dépenses réelles} \times \text{Subvention attribuée}}{\text{Montant des dépenses éligibles}}$$

Ce calcul sera effectué au regard du compte rendu financier que l'organisme bénéficiaire devra transmettre à Bordeaux Métropole selon les modalités fixées à l'article 5.

Dans l'hypothèse où le montant définitif de la subvention serait inférieur aux acomptes déjà versés, l'organisme est redevable du trop-perçu. Bordeaux Métropole adressera alors un courrier d'information à l'organisme, suivi ensuite d'un avis de sommes à payer pour rembourser ce trop perçu.

ARTICLE 3. CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

La subvention accordée devra être utilisée conformément à l'objet défini en préambule. Toute contribution inutilisée ou non utilisée conformément à son objet devra être remboursée.

Par ailleurs, selon les dispositions prévues à l'article L.1611-4 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné.

ARTICLE 4. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Bordeaux Métropole procèdera au versement de la subvention selon les modalités suivantes :

○ 80 %, soit la somme de 106 400,00 €, après signature de la présente convention,

○ 20 %, soit la somme de 26 600,00 € après les vérifications réalisées par Bordeaux Métropole conformément à l'article 5, somme qui peut être revue à la baisse en vertu des conditions définies à l'article 2.

La subvention sera créditée au compte de l'organisme bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5. JUSTIFICATIFS

Pour pouvoir prétendre au versement du solde de la subvention, l'organisme bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice comptable et au plus tard le 31 août 2027, dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

Archivé dans le répertoire en ligne de la
033-243300316-20260130-lmc1114666-DE-1-1
Date de télétransmission : 06/02/2026
Date de réception préfecture : 06/02/2026
Publié le : 06/02/2026

- **Un compte rendu financier (cerfa n°15059*02 joint en Annexe 3 à la présente convention), signé par le Président ou toute personne habilitée**, et conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- **Le rapport d'activité ou rapport de gestion,**
- **Pour les organismes soumis à un commissaire aux comptes :**
 - o Le rapport général du commissaire aux comptes ;
 - o Le rapport spécial sur les conventions réglementées du commissaire aux comptes ;
 - o Les comptes annuels signés et paraphés par le commissaire aux comptes (bilan, compte de résultat, annexes aux comptes annuels) prévus par l'article L.612-4 du code de commerce,
- **Pour les organismes non soumis à un commissaire aux comptes :**
 - o Les comptes annuels de l'organisme signés et paraphés par le Président (bilan, compte de résultat, annexes aux comptes annuels).

A défaut de communication des documents susmentionnés, auprès de Bordeaux Métropole dans les délais impartis, l'organisme est réputé renoncer au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 6. AUTRES ENGAGEMENTS

- L'organisme bénéficiaire communique sans délai à Bordeaux Métropole la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association,
- L'organisme bénéficiaire fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire,
- En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'organisme bénéficiaire, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer Bordeaux Métropole sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception,
- Respect des règles de la concurrence : l'organisme bénéficiaire pourra être soumis aux directives communautaires de coordination des procédures de passation des marchés publics dans la mesure où celui-ci répondrait à la définition de « pouvoir adjudicateur » ou d'« entité adjudicatrice » au sens du droit communautaire.

ARTICLE 7. CONTROLES EXERCES PAR BORDEAUX METROPOLE

L'organisme bénéficiaire s'engage à faciliter le contrôle par Bordeaux Métropole, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation de la subvention attribuée et de façon générale de la bonne exécution de la présente convention.

Bordeaux Métropole peut demander le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'action subventionnée.

Sur simple demande de Bordeaux Métropole, l'organisme bénéficiaire devra lui communiquer tous les documents utiles de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, Bordeaux Métropole pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

A cette fin, l'organisme bénéficiaire conserve les pièces justificatives de dépenses pendant 10 ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

ARTICLE 8. ASSURANCES ET RESPONSABILITES

L'organisme bénéficiaire exerce les activités rattachées à la présente convention sous sa responsabilité exclusive.

L'organisme bénéficiaire s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de Bordeaux Métropole ne puisse être recherchée.

Il devra être en capacité de produire à tout moment à Bordeaux Métropole les attestations d'assurances correspondantes.

ARTICLE 9. COMMUNICATION

L'organisme bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien apporté par Bordeaux Métropole (notamment en apposant le logo de Bordeaux Métropole) sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.

Il s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'il pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de Bordeaux Métropole ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que Bordeaux Métropole apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

ARTICLE 10. SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'organisme bénéficiaire sans l'accord écrit de Bordeaux Métropole, cette dernière peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'organisme et avoir préalablement entendu ses représentants. Bordeaux Métropole en informe l'organisme par écrit.

ARTICLE 11. AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les deux parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 12. CONTENTIEUX

Les difficultés qui pourraient résulter de l'application de la présente convention feront l'objet, préalablement à toute procédure, d'une conciliation à l'amiable devant un tiers choisi par les deux parties.

En dernier ressort, les litiges qui pourraient s'élever entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif de Bordeaux.

ARTICLE 13. ELECTION DE DOMICILE

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la présente convention sont valablement effectuées par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation.

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties font élection de domicile :

Pour Bordeaux Métropole :

Monsieur la Présidente de Bordeaux Métropole
Esplanade Charles de Gaulle
33045 Bordeaux cedex

Pour l'organisme bénéficiaire :

Monsieur le Président d'UNITEC
2 allée de Doyen Georges BRUS, 33600 Pessac
33600 Pessac

ARTICLE 14. PIECES ANNEXES

Les pièces suivantes sont annexées à la présente convention :

- ♦ annexe 1 : Programme d'actions 2026 d'UNITEC ;
- ♦ annexe 2 : Budget prévisionnel global 2026 d'UNITEC ;
- ♦ annexe 3 : Modèle de compte-rendu financier - **Cerfa 15059*02**

Fait à Bordeaux, le

, en trois exemplaires

Signatures des partenaires

Le président d'UNITEC

La Présidente de Bordeaux Métropole

Didier Roux

Christine Bost

Annexe 1

Programme d'actions 2026

UNITEC a défini dans le cadre d'une convention de partenariat triennale 2024-2026 les actions récurrentes qu'elle s'engage à mettre en œuvre sur la période concernée. Elle travaillera en 2026 sur un programme d'actions tel que proposé ci-dessous :

Unitec accueille de nouvelles entreprises de l'innovation dans son espace pépinière de 800m2 ouvert en 2024 à la Cité Numérique à Bègles.

L'incubateur thématique TRANSITIONS ouvert en 2024 poursuit son activité sur les filières des transitions énergétiques et environnementales, du recyclage et de la valorisation des déchets répondant aux enjeux de la Transition Énergétique et Environnementale. La 2^{ème} promotion débute en janvier 2026.

Unitec accompagne les start-ups en Sciences de l'Ingénieur, Sciences de la Vie, Santé et Numérique, dont une vingtaine de nouveaux projets au dernier trimestre 2025.

Dans le domaine de la Santé, UNITEC accompagnera la troisième promotion de start-up, sélectionnées en décembre 2025 par l'incubateur Santé « Bordeaux Car Lab » animé par UNITEC, le cluster ALLIS NA et le CHU de Bordeaux.

UNITEC apportera en 2026 son expertise technique et sa contribution aux projets métropolitains suivants :

- Les initiatives engagées sur l'accueil des entreprises de l'innovation en Santé (incubateur/hôtel d'entreprises, aménagements de « locaux techniques », comités de programmation Robert Picqué et OIM BIC, ...)
- Le sourcing des entreprises et la mobilisation des entrepreneurs sur des salons thématiques nationaux/européens définis prioritairement par Bordeaux Métropole (ex : CHU Healthtech Connexion Day pour la filière santé, Filière viti-vini, etc.)
- La contribution aux programmes ZIBAC (Zones Industrielle Bas carbone) et Territoire d'industrie, via notamment sa présence aux instances de suivi et son expertise technique dans la structuration de filières émergentes, les innovations dans le domaine de la transition énergétique et énergie renouvelable

ANNEXE 2 - BUDGET PREVISIONNEL 2026

NOM DE L'ORGANISME :	UNITEC - Budget prévisionnel 2026
----------------------	--

ANNEXE A _ BUDGET GLOBAL DE L'ORGANISME

Exercice 2026	- Merci de compléter uniquement l'année 2026 concernée par votre demande de subvention - Le budget doit être équilibré								
	CHARGES (en euros)					PRODUITS (en euros)			
	Budget 2025	Budget 2026 (1)	Réalisé 2026 (2)	Ecart en valeur (2)		Budget 2025 (1)	Budget 2026 (1)	Réalisé 2026 (2)	Ecart en valeur (2)
60 - Achats	0	184 305	0	-184 305	70 - Ventes de produits finis, prestations de services	0	768 320	0	-768 320
Achats d'études et de prestations de service		141 050		-141 050	Vente de produits finis, de marchandises		0		0
Achats stockés de matières et fournitures		0		0	Prestations de services		746 120		-746 120
Achats non stockables (eau, énergie)		36 900		-36 900	Produits des activités annexes		22 200		-22 200
Fournitures d'entretien et de petit équipement		1 830		-1 830	Parrainages (7063)		0		0
Fournitures administratives		2 909		-2 909	74 - Subventions d'exploitation	0	1 471 000	0	-1 471 000
Autres fournitures		1 616		-1 616	Etat (préciser le(s) ministère(s) sollicité(s))		0		0
61 - Services extérieurs	0	493 356	0	-493 356	Conseil Régional		750 000		-750 000
Sous-traitance générale		0		0	Conseil Départemental		0		0
Locations mobilières et immobilières		423 870		-423 870	Bordeaux Métropole		133 000		-133 000
Entretien et réparation		53 528		-53 528	Autres EPCI		0		0
Primes d'assurance		16 208		-16 208	Ville de Bordeaux		0		0
Documentation		750		-750	Autre(s) commune(s)		38 000		-38 000
Divers				0	Organismes sociaux		0		0
62 - Autres services extérieurs	0	204 417	0	-204 417	Fonds européens		550 000		-550 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires		11 500		-11 500	Emplois aidés		0		0
Publicité, publications		23 704		-23 704	Autres (précisez)		0		0
Déplacements, missions et réceptions		95 916		-95 916	75 - Autres produits de gestion courante	0	77 500	0	-77 500
Frais postaux et de télécommunication		54 837		-54 837	Cotisations		77 500		-77 500
Services bancaires		7 020		-7 020	Dons manuels (75411)		0		0
Divers		11 440		-11 440	Mécénats (75441)		0		0
63 - Impôts et taxes	0	51 667	0	-51 667	Abandons de frais de bénévoles (7541)		0		0
Impôts et taxes sur rémunérations		41 167		-41 167	Autres		0		0
Autres impôts et taxes		10 500		-10 500					
64 - Charges de personnel	0	1 293 092	0	-1 293 092	76 - Produits financiers		0		0
Rémunérations du personnel		890 406		-890 406	77 - Produits exceptionnels	0	30 527	0	-30 527
Charges sociales		364 875		-364 875	Reprises de subventions (777)		30 527		-30 527
Autres charges de personnel		17 811		-17 811	Autres		0		0
65 - Autres charges de gestion courante		0		0	78 - Reprises sur amortissements et provisions		0		0
66 - Charges financières		50 952		-50 952	79 - Transfert de charges		0		0
67 - Charges exceptionnelles		0		0					
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		69 528		-69 528	Autofinancement le cas échéant				0
69 - Impôt sur les sociétés		0		0					
TOTAL DES CHARGES	0	2 347 347	0	-2 347 347	TOTAL DES PRODUITS	0	2 347 347	0	-2 347 347
86 - Emploi des contributions volontaires en nature	0	0	0	0	87 - Contributions volontaires en nature	0	0	0	0
- Secours en nature		0		0	- Bénévolet				0
- Mise à disposition gratuite des biens et services		0		0	- Prestations en nature				0
- Personnel bénévole		0		0	- Dons en nature				0

	Budget 2025	Budget 2026 (1)	Réalisé 2026 (2)	Ecart en valeur (2)
Résultat Net	0	0	0	0

Personnel	Budget 2025	Budget 2026	Réalisé 2026 (2)
Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé		16	

(1) à renseigner pour le dossier de demande

(2) à renseigner pour la transmission des documents lors du dépôt du dossier

Accusé de réception en préfecture
033-243300316-20260130-lmc1114666-DE-1-1
Date de télétransmission : 06/02/2026
Date de réception préfecture : 06/02/2026
Publié le : 06/02/2026

Date:	26/01/2025
Signature:	ROUX Didier Président d'Unitec

DocuSigned by:
Didier Roux

Annexe 3

Lien d'accès au cerfa ci-dessous <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R46623>



ASSOCIATIONS



COMPTE-RENDU FINANCIER DE SUBVENTION

(arrêté du Premier ministre du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations)

Le compte-rendu a pour objet la description des opérations comptables qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Ce compte-rendu est à retourner à l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel la subvention a été accordée.
Il doit obligatoirement être établi, avant toute nouvelle demande de subvention.
Il doit être accompagné du dernier rapport annuel d'activité et des comptes approuvés du dernier exercice clos.

Vous pouvez ne renseigner que les cases grisées du tableau si le budget prévisionnel de l'action projetée a été présenté sous cette forme.

Le compte rendu financier est composé de trois feuillets :

1. un bilan qualitatif de l'action
2. un tableau de données chiffrées
3. l'annexe explicative du tableau

Ces fiches peuvent être adaptées par les autorités publiques en fonction de leurs priorités d'intervention.

Article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (extraits) :

« Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le budget et les comptes de tout organisme de droit privé ayant reçu une subvention, la convention prévue au présent article et le compte rendu financier de la subvention doivent être communiqués à toute personne qui en fait la demande par l'autorité administrative ayant attribué la subvention ou celles qui les détiennent, dans les conditions prévues par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 précitée. »

Accusé de ré
033-243300:
Date de télé
Date de réce
Publié le : 06

1. Bilan qualitatif de l'action réalisée

Identification :

Nom :

Numéro SIRET :

Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture :

Pour une association régie par le code civil local (Alsace-Moselle), date de l'inscription au registre des Associations ::

Décrire précisément la mise en œuvre de l'action :

Quel a été le nombre approximatif de personnes bénéficiaires (par type de publics) ?

Quels ont été les date(s) et lieu(x) de réalisation de votre action ?

Les objectifs de l'action ont-ils été atteints au regard des indicateurs utilisés ?

2. Tableau de synthèse¹.

Exercice 20...

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
Charges directes affectées à l'action				Ressources directes affectées à l'action			
60 – Achat	0	0		70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services			
				73 – Dotations et produits de tarification			
Achats matières et fournitures				74- Subventions d'exploitation ²	0	0	
Autres fournitures				Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
61 - Services extérieurs	0	0		-			
Locations				-			
Entretien et réparation				Région(s) :			
Assurance				-			
Documentation				Département(s) :			
				-			
62 - Autres services extérieurs	0	0		Intercommunalité(s) : EPCI ³			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				-			
Publicité, publication				Commune(s) :			
Déplacements, missions				-			
Services bancaires, autres				Organismes sociaux (détailler) :			
63 - Impôts et taxes	0	0		-			
Impôts et taxes sur rémunération				Fonds européens			
Autres impôts et taxes				L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)			
64- Charges de personnel	0	0					
Rémunération des personnels				Autres établissements publics			
Charges sociales				Aides privées			
Autres charges de personnel							
65- Autres charges de gestion courante				75 - Autres produits de gestion courante			
				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
66- Charges financières				76 - Produits financiers			
67- Charges exceptionnelles				77- Produits exceptionnels			
68- Dotation aux amortissements				78 – Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures			
CHARGES INDIRECTES AFFECTEES A L'ACTION				RESSOURCES PROPRES AFFECTEES A L'ACTION			
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
Total des charges	0	0		Total des produits	0	0	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁴							
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	0		87 - Contributions volontaires en nature	0	0	
860- Secours en nature				870- Bénévolat			
861- Mise à disposition gratuite de biens et services				871- Prestations en nature			
862- Prestations							
864- Personnel bénévole				875- Dons en nature			
TOTAL	0	0		TOTAL	0	0	
La subvention de€ représente% du Total des produits.							

¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros

² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements obtenus d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

³ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

⁴ Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr »

3. Données chiffrées : annexe.

Règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires, etc.) :

Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget final exécuté :

Contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée⁵ :

Observations à formuler sur le compte-rendu financier de l'opération subventionnée :

Je soussigné(e), (nom et prénom).....
représentant(e) légal(e) de l'association

certifie exactes les informations du présent compte rendu.

Fait, le à

Signature

⁵ Les « contributions volontaires » correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites de personnes ainsi que de biens meubles (matériel, véhicules, etc.) ou immeubles. Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr »